

**TOUS AU MUR!**

C \* E \* R \* M \* T \* R \* I  
FONDS  
LEVY - PRUDHOMMEAUX

# la Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

N° 37. — Vendredi 23 Mai 1930

HEBDOMADAIRE

Prix : 0 fr. 50

## DE GALLIFFET A PASQUIER

### Déclaration des émigrés indochinois en France au gouvernement français, au prolétariat français et international

Des actes d'une barbarie inqualifiable viennent d'être commis en Indochine par les plus hauts représentants de la III<sup>e</sup> République.

**Pasquier**, l'homme de **Fontaine** et de **Hombert**, ne recule devant aucun moyen pour défendre les biens de ses maîtres. Spécialiste en crimes, il vient de commander une mise en scène odieuse d'une sanglante tragédie destinée, dit-il, à « impressionner les populations indigènes pour les ramener à la raison ». La première représentation de cette troupe scélérate a eu lieu à Vinh, le mois dernier. En voici l'effroyable description donnée par la « Tribune Indochinoise », journal à tendance loyaliste :

« Après la lecture du jugement par le Quan-An, le lanh-binh « emboucha son porte-voix et lança la sinistre nouvelle aux quatre « points cardinaux. Trois coups de gong résonnèrent. Le bourreau « à deux mains son sabre. Un éclair fulgurant dans le soleil levant. « Un coup mat. La tête n'est pas tombée. La main du bourreau a sans « doute tremblé. Le supplicié demande qu'on l'achève. Trois fois en- « core, le glaive sanglant s'abat sur le cou qu'il scie. La boucherie se « répète pour le second condamné. »

Le 8 mai, au lever du jour, à Yen Bay, quatre de nos vaillants camarades : Tiép, Luong, Thuyêt et Hoàng subirent le même sort.

Trente-neuf autres condamnés attendent aujourd'hui leur tour. Leurs dossiers, fabriqués de toutes pièces, dans de ténébreuses officines de la police, viennent d'arriver à Paris pour y être examinés.

Sinistre comédie de l'impérialisme qui se cramponne à des expédients pour gagner du temps et sauver l'apparence ! Vaine tentative ! Les masses exploitées n'en sont pas dupes.

Et quand **Pasquier**, **Aymard**, **Coty**, et toute la racaille réactionnaire, croient que leurs pratiques barbares, dignes de l'Inquisition, peuvent écraser dans le sang le mouvement émancipateur des masses qu'ils continuent d'opprimer, d'exploiter et de pressurer, ils ne font que se tromper grossièrement. Ce sont précisément les insolences, les actes de tyrannie et de férocité de ces réactionnaires triomphants qui rendent la Révolution, en Indochine, nécessaire et inévitable !

**Tout ce qu'ils feront pour maintenir leur domination chancelante ne sert qu'à donner plus d'énergie et d'ensemble au mouvement qui doit les renverser.**

Aujourd'hui, les idées révolutionnaires possèdent et dirigent déjà la conscience collective des masses exploitées. Une compression par la force brutale ne fait qu'accélérer leur marche envahissante, indomptable.

Sous l'exploitation forcenée du capitalisme en déclin, le monde se trouve divisé en deux forces fondamentales qui entrent violemment en lutte. De ce conflit gigantesque entre une minorité qui s'approprie la richesse et l'immense majorité qui la produit, il ne peut y avoir de doute sur l'issue fatale, c'est-à-dire sur la victoire totale de la multitude exploitée, consciente d'elle-même. Tout ce que fait et fera la minorité privilégiée de l'ordre actuel pour se maintenir, ne sert qu'à faire ressortir avec plus d'éclat cette grande vérité historique. Aucune tuerie, si effroyable soit-elle, ne peut empêcher les masses asservies du monde entier de fraterniser, de s'organiser, de se lever puissamment, un jour, pour briser cette vieille machine d'oppression qui les tient encore de toutes parts.

Les emprisonnements, les déportations, les bagnes perpétuels, les peines de mort, les bombardements massifs, les mitrailleuses et les avions, **RIEN** ne peut nous vaincre.

Car ce n'est pas nous qu'il faut détruire pour sauver un régime déséquilibré, fondé sur la spoliation et l'esclavage, c'est ce régime même qui porte en lui la décomposition et la mort.

Car ce n'est pas nous qu'il faut détruire pour que tout rentre dans l'ordre, c'est vous-mêmes, parasites des peuples opprimés, profiteurs des masses exploitées pendant tant de siècles de civilisation qui furent exactement des siècles de barbarie.

Elle nous a fait saisir la signification historique, la grandeur et la nécessité de la bataille actuellement engagée. Elle nous a affranchis des préjugés, des abstractions qui nous masquent la vivante et féconde réalité. Elle nous a poussés, enfin, vers une étape essentiellement concrète de l'action révolutionnaire en mettant à nu les misères économiques, les fureurs politiques et l'instabilité mortelle du régime capitaliste élevé sur des fondements souillés de boue et de sang.

Des crimes atroces et sauvages, aujourd'hui commis en Indochine au nom de la Civilisation,

**Nous rendons responsable** le Gouvernement de la III<sup>e</sup> République qui les ratifie;

**Nous rendons responsable** le parti constitutionnaliste qui, par les illusions collaborationnistes dont il berce les masses depuis treize ans, livre ainsi aujourd'hui, pieds et poings liés, des milliers de révolutionnaires indochinois à la boucherie impérialiste;

**Nous rendons responsables** la Fédération Socialiste du Tonkin, qui a déclaré que « le Socialisme, c'est l'ordre », que « les coupables devaient être traqués et condamnés sans pitié », et la II<sup>e</sup> Internationale, complice de la colonisation sanglante;

**Nous rendons responsables**, enfin, tous ceux qui laissent faire le mal par indifférence ou par lâcheté.

\* \*

Résolus à lutter contre l'impérialisme, nous n'avons rien à demander au gouvernement sinon qu'aujourd'hui — disposant de la force, — il lui appartient de faire qu'au jour du règlement des comptes nous ayons le moins possible de morts à venger.

Au prolétariat français et international, nous crions notre volonté de continuer la tâche glorieuse de nos frères sauvagement assassinés, de lutter jusqu'au bout pour l'émancipation des masses exploitées et pour le triomphe de la Révolution mondiale.

Paris, le 17 mai 1930.

LES EMIGRES INDOCHINOIS.

## LA SEMAINE

### Marty à Clairvaux.

Quelques jours après avoir libéré les inculpés du complot, Tardieu fait transférer André Marty dans le vieux bagne de Clairvaux. Clairvaux dont il y a sept ans la pression populaire arrachait le mutin de la Mer Noire par son action vigoureuse et persévérante. Aujourd'hui l'insolent aventurier du pouvoir veut démontrer qu'il a les mains libres et aller jusqu'au bout de sa suffisante arrogance. Le cynique s'acharne, après ses juges, sur le militant révolutionnaire.

A la classe révolutionnaire de répondre aux coups dirigés contre elle. Aux meilleurs ouvriers de remettre le parti sur son droit chemin, de travailler à sa renaissance et à son renforcement pour que l'agitation populaire impose à la morgue de Tardieu l'ouverture de ses prisons pour Marty, pour les jeunes vendeurs des jeunesse sadiquement frappés par de vieilles badernes judiciaires, pour tous les militants de la base impitoyablement condamnés.

### L'appel de l'Internationale socialiste.

Toute l'Internationale Socialiste se livre à une offensive de grand style. Elle croit le moment venu d'avancer résolument dans l'espace rendu libre par le recul de l'Internationale communiste pour arracher à l'influence révolutionnaire des centaines de milliers d'ouvriers.

L'Internationale Socialiste vient de lancer un manifeste aux ouvriers russes pour satisfaire « l'inquiétude profonde » que tous ces dévoués serviteurs de la bourgeoisie se découvrent pour la Révolution russe. Pour la défendre, ils courent tout naturellement aux deux portes d'entrée par lesquelles la force capitaliste peut accentuer son influence dans l'Union Soviétique. Ils réclament la liberté pour la classe paysanne, les libertés démocratiques pour tout le monde. C'est-à-dire qu'ils appellent les ouvriers russes à lutter pour la liberté bourgeoise avec les militaires et les canons peut venir derrière.

Pour dissimuler mieux encore la manœuvre bourgeoise, ces impuissants obligés des gouvernements capitalistes s'engagent à barrer « de toutes leurs forces » la route à la réaction internationale si elle tentait de mettre à profit « les difficultés des ouvriers russes » dans l'intérêt de la contre-révolution.

Ce chant de sirène tombera à plat. Mais ce qui est grave c'est d'avoir mis le mouvement révolutionnaire dans une situation telle que cette ignoble manœuvre puisse se produire. Un des plus petits responsables de cette curée, Cachin dit : « C'est le coup de pied de l'âne ». Oui, mais le vieil âne oublie que, dans la fable, c'est le lion devenu vieux que guette le sabot de l'âne. Les ouvriers ne laisseront pas les dirigeants stalinistes affaiblir assez le jeune et vigoureux mouvement révolutionnaire pour que les ânes social-démocrates et les bouchers Mac Donald, Zoergel, Noske — puissent braire leurs sales chansons.

### Paroles européennes.

L'organisation des Etats-Unis d'Europe vient d'accoucher d'une première souris. Le memorandum Briand souligne surtout que la souveraineté nationale de chaque Etat sera sauvegardée. Il propose tout d'abord un pacte « d'ordre général », « aussi élémentaire fut-il » pour affirmer « le principe de l'union morale européenne ». Les tentatives de la bourgeoisie européenne pourront se poursuivre assez longtemps au milieu des heurts et des déchirements que les vieilles formes nationales lui réservent. Les difficultés du jeune titan américain se résoudre dans une aggravation de la lutte.

La circulaire de Briand répond le discours de feu et de sang de Mussolini. A l'ordre fasciste, il a fallu le fanatisme aveugle. Les difficultés de la bourgeoisie italienne à résoudre les problèmes sociaux comme les problèmes de ses marchés entraînent le fascisme vers l'aventure. Les soulèvements des paysans font déjà un écho menaçant au lyrisme du duc.

### L'identité judiciaire.

Après un scandale aussi retentissant que l'expertise Amy dans l'affaire Almazian, l'incompétence et la canaille des auxiliaires « scientifiques » de la police bourgeoise étaient étalées aux yeux de tous. Il fallait redorer le lest qu'au nom de la « science », la répression policière jette dans les balances de la justice.

Les plus grands noms de la science et des institutions officielles ont accepté de constituer un comité fictif qui couvrira les immondes cuisines de la police judiciaire. Les mouchards et les inspecteurs reçoivent un renfort des plus huppés. Mais que penser de ces grands savants qui s'enrôlent parmi les bourriques ? Le régime asservit avec une conséquence implacable toutes les forces sociales à sa dictature. Que l'Académie des Sciences passe Quai des Orfèvres : les travailleurs comprendront plus nettement comment la bourgeoisie utilise à sa conservation toutes les forces de la Société.

## Le 3<sup>e</sup> Congrès du Secours Rouge

« Le plus grand mal de ce Congrès, c'est que les interventions ont eu lieu sur des questions de détail et que les délégués se sont refusés, pour la plupart, à discuter les points généraux des rapports. »

Ce n'est pas nous qui disons cela, c'est Cordier lui-même, le secrétaire de la section française. Et en cela il a absolument raison !

Dans sa bouche, cependant, cette critique était anodine car il ne suffit pas de s'en tirer par une pirouette en disant : « organisation jeune », « manque de cadre », etc... il faut expliquer que le cide des discussions de ce congrès vient de ce que depuis plusieurs années on déshabituait les militants révolutionnaires à se servir de leurs cerveaux.

Assez instructive, la composition politique de ce congrès : sur 139 mandats, 89 appartenaient au P.C. ; 47 aux sans-parti. Mentionnons d'autre part que 59 députés ont été élus à la représentation des organisations : 87 C.G.T.U., 11 C.G.T., 15 amis de l'U.R.S.S., 8 S.O.I., 9 A.R.A.C., 9 divers.

Un de nos camarades de la Ligue Communiste, après le long rapport de Daniel Renoult, envoya à ce dernier le billet suivant :

*Pourquoi, dans son examen de la situation internationale Renoult a-t-il escamoté :*

1° La question Bloumkine (militant responsable, assassiné à son poste de combat révolutionnaire) ;

2° La question Silov et Rabinovitch (2 autres révolutionnaires oppositionnels assassinés dernièrement) ;

3° La question Racovsky et celle des milliers de déportés et emprisonnés ?

Renoult aurait dû répondre le lendemain matin lundi vers 10 heures et demie ; il ne daigna même pas faire acte de présence.

Tout le monde accepta la thèse de l'appareil suivant laquelle la répression serait la riposte au flot prolétarien montant. Une seule voix discordante, celle du pseudo-gauchiste Lambert de la 18<sup>e</sup> section : selon lui la mise en liberté des 12 militants du complot serait due « au futur effort prolétarien ». Comme divergence ce n'était pas méchant ; sa peccadille fut pourtant jugée « un cas pendable » par Cordier.

Dans la soirée de lundi, dans une atmosphère assez fiévreuse, les délégués furent conviés à voter 8 résolutions.

5 furent votées à l'unanimité complète, les trois autres à l'unanimité quasi absolue ! Vive le monolithisme !

La résolution sur l'organisation propose comme but pour la fin de 1930, 100.000 adhérents (il y en a à peine 55.000) et 2.000 sections !

Au total, un congrès bien terne, composé de longs rapports-conférences et de menues interventions sur le travail pratique. Aucune voix ne s'éleva pour protester contre la ligne zigzagante du S.R.I. (pas un mot sur le procès autonomiste alsacien, aucune leçon tirée de la faiblesse des campagnes internationales, etc.) C'est le signe que le Secours Rouge n'a pas échappé à l'effroyable affaiblissement idéologique qui caractérise actuellement les organisations révolutionnaires.

Mèche.

## L'absence du Parti Communiste dans la Révolution hindoue

Dans la *Vérité* du 9 mai 1930, nous avons indiqué quelles seraient les conséquences de l'arrestation de Gandhi et de la politique de répression implacable appliquée par Lord Irwin.

Ces conséquences se développent actuellement. Chaque jour apporte des faits nouveaux, éclaire un aspect de la lutte, et montre la voie à suivre. La bourgeoisie nationaliste commence à hésiter. Des éléments nombreux, parmi les industriels, les commerçants et les propriétaires fonciers, recherchent ouvertement le compromis avec les Anglais. D'autres catégories, notamment les intellectuels, les fonctionnaires, les petits commerçants, continuent à subir la poussée de la masse qui les oblige à demander l'indépendance.

Dans le mouvement prolétarien aussi, le développement de la lutte se fait inégalement. Mais il progresse, il s'étend, il se complique et prend un sens de plus en plus menaçant pour l'ordre capitaliste tout entier.

Cette extension de la lutte prolétarienne amène fatalement les éléments bourgeois les plus directement intéressés au compromis avec l'Angleterre à désavouer la lutte révolutionnaire des masses ouvrières, et à tenter de les freiner. Il n'y a là aucune « trahison » de sa part. La bourgeoisie hindoue, grande et petite, n'a pas d'intérêts économiques et sociaux communs avec le prolétariat. Elle ne peut donc pas le trahir, ne s'étant jamais fait son champion ou son défenseur. C'est du moins ainsi que les marxistes doivent s'expliquer les choses.

La répression brutale organisée par les Anglais contribue largement à unir encore de larges couches petites bourgeoises avec les ouvriers et les paysans, ce qui contribue à donner sur certains points l'apparence de l'unité au mouvement nationaliste.

La bourgeoisie montre chaque jour plus nettement son vrai visage dans la lutte. Elle ne veut que le prolétariat revête aussi son appareil idéologique, c'est-à-dire celle d'une classe en lutte pour son émancipation totale. Or, cette émancipation ne peut se réaliser que grâce à un parti communiste, et dans l'Inde, il n'y a pas de tel parti. Sur les tentatives réelles qui pourraient être faites pour en créer un, la presse communiste officielle se fait absolument.

Il faut qu'on s'en rende bien compte ; le prolétariat hindou ne peut faire de sérieux pas en avant que dans la mesure où il créera son avant-garde sélectionnée, dans la mesure où un parti de classe marxiste lui assurera une capacité de combat, de propagande et de manœuvre supérieure à celle de la bourgeoisie. Or, dans ce sens, tout reste à faire.

### Les formes du combat prolétarien

Actuellement le mouvement de lutte revêt plusieurs formes qu'il faut bien distinguer. Les deux dernières semaines ont apporté de nombreux exemples qui permettent de déterminer dans l'ensemble les principales zones du combat prolétarien.

Il faut signaler d'abord la guerre de partisans, qui se développe principalement dans le Nord, les régions habitées par les Gurkhas, et dans le Nord-Ouest, région de Peshawar, territoire frontalière avec l'Afghanistan et l'U.R.S.S. Il est difficile de déterminer aujourd'hui nettement quelle est exactement la nature de classe des troupes armées insurgées qui harcèlent la police anglaise. Les appréciations de *l'Huma* sur ce point sont à rejeter : nous n'oublions point ses apologies de Tchang-Kai-Chek, le bourreau de la révolution chinoise.

Il semble que ces troupes soient à base paysanne, et sérieusement travaillées, à la fois par des nationalistes hindous, et certains éléments communistes à la Staline, c'est-à-dire eux aussi nationalistes. Leur programme, leurs méthodes, sont très mal connus. En tout cas, elles combattent contre la police anglaise sur un terrain purement militaire, sans avoir semble-t-il d'action politique bien nette.

D'autre part, les manifestations purement paysannes se multiplient. Les paysans (et les artisans et la majorité des ouvriers qui demeurent à moitié des paysans) prennent une part active aux manifestations nationalistes. Sur divers points, ils sont entrés en action pour des revendications économiques propres à eux : abolition de l'impôt et de l'usure.

Le mouvement gréviste ouvrier continue aussi à se développer, et se mêle étroitement à la lutte pour les revendications nationalistes. Un long travail est nécessaire pour que cette lutte devienne décisive pour les capitalistes eux-mêmes. Mais nul doute que les ouvriers les plus conscients, qui luttent pour des revendications élémentaires, pour un salaire assurant la vie, et contre l'exploitation impérialiste, ne soient poussés rapidement par l'expérience actuelle, à prendre une part croissante dans la direction du mouvement, pour autant qu'ils sauront s'organiser.

### Le « Soviet » de Sholapour

Dans les villes (Calcutta, Delhi, Sholapour), la lutte qui réunit des petits bourgeois, intellectuels, ouvriers, artisans, etc... a pris ces semaines dernières des proportions très amples. Il ne faut pas se leurrer à ce sujet. La ville de Sholapour a été mise en état de siège par les autorités anglaises, comme Peshawar ; le drapeau nationaliste a été arboré, une sorte de grève générale a eu lieu. *L'Huma* s'est saisi de ces événements pour parler du *soviet* de Sholapour. C'est du pur bluff et du gâchisme au point de vue communiste. Il s'agit de mouvements populaires encore mal différenciés, et qui sont conduits au premier rang par les commerçants et les industriels, qui ferment magasins et usines. Le soi-disant soviet est en réalité une municipalité nationaliste.

Il est certain que ces mouvements populaires des masses sont destinés à s'amplifier encore, mais en se différenciant, en ayant un contenu de plus en plus révolutionnaire, anti-capitaliste.

Il faut soutenir les organismes prolétariens et paysans, issus de la masse révolutionnaire, mais pour cela, il faut une armature solide, un parti de classe !

Mais que fait l'Internationale communiste pour y aider ?

### DANS L'EST

#### A Chaligny-Neuves-Maisons

Les dirigeants communistes de la région ont raconté monts et merveilles à propos du 1<sup>er</sup> mai. Mais ils craignent les explications devant les ouvriers. Bluffer dans la Lorraine leur est plus commode. Ainsi, avant le 1<sup>er</sup> mai, ils n'avaient pas convoqué d'assemblée du syndicat des mineurs de Chaligny, depuis il n'y en a pas encore eu. Seule, la cellule communiste gamoufflée en comité du 1<sup>er</sup> mai a tenu une réunion fermée, ce qui évite les questions embarrassantes des ouvriers.

Autre fait, le Comité de lutte constitué à Neuves-Maisons, maintenant transformé en syndicat unitaire. Mais là encore, il s'agit de tenir à l'écart, quand on ne peut leur refuser l'entrée au syndicat, des oppositionnels communistes. Et cela pendant que les chrétiens y entrent facilement, manœuvrent à leur guise, font tranquillement leurs petites affaires sous l'œil paternel des dirigeants communistes. Ces derniers, 100 p. cent dans la « ligne » racontent que les chrétiens sont de bons camarades et les oppositionnels communistes des rénégats !

Mais que ceux qui sympathisent avec les chrétiens ne croient pas que les oppositionnels de Chaligny-Neuves-Maisons se laisseront faire. Groupés dans l'opposition unitaire, évitant de faire le jeu du comité pour l'indépendance anti-communiste, ils démontreront avec persévérance, aux ouvriers, les dangers de la politique des dirigeants communistes qui, dans l'Est, font des ravages dont profitent les réformistes.

Un correspondant.

## Dans l'Italie fasciste

### L'affaire de Martina-Franca

L'Humanité vient de relater avec un mois et demi de retard les événements de Martina-Franca, dont la presse antifasciste italienne qui se publie à Paris a depuis longtemps parlé. Ce qui prouve, au moins, des liaisons bien insuffisantes chez les informateurs de l'Humanité. Mais comme d'habitude, tout en arrivant avec un aussi grand retard, (les événements de Martina-Franca se sont produits le 3 avril), l'Humanité ne réussit à donner aux ouvriers français et aux travailleurs italiens émigrés en France ni une information exacte sur la portée des faits, ni une explication quelconque qui tienne de la méthode marxiste.

Les événements de Martina-Franca sont typiques dans l'histoire des soulèvements paysans du Sud de l'Italie. Martina-Franca est un gros village du sud des Pouilles (30.000 habitants environ) dont la population vit, dans sa grande majorité, de la culture viticole et du commerce du vin. La crise qui frappe très gravement toute l'agriculture en général, et ce secteur en particulier, entraîne de plus en plus la ruine des petits cultivateurs, très nombreux dans les régions vignobles. Par-dessus le marché arrive l'impôt sur le vin qui avive le mécontentement des paysans en général, des petits cultivateurs en particulier, et même des travailleurs agricoles dont les salaires sont payés très souvent en nature (vin).

Ce mécontentement provoqua toute une série de mouvements paysans : mouvements qui ont tendance à se transformer en soulèvements généraux des populations agricoles (d'Alberobello à Martina-Franca en passant par d'autres villes). Le gouvernement fasciste, qui venait de faire preuve d'une ignorance très grave de la situation dans les campagnes, se hâta de réviser l'impôt sur le vin, donnant par là raison aux paysans.

#### Mussolini doit céder

Il s'agit évidemment d'un échec du fascisme et à la fois d'une précieuse indication de l'état d'esprit de révolte qui gagne les campagnes, jusqu'à influencer même l'attitude des paysans riches lesquels, précisément comme cela s'est passé à Martina-Franca, s'ils n'ont pas sympathisé avec l'émeute populaire, ne l'ont pas non plus regardée avec hostilité.

Mais l'Humanité, au lieu d'expliquer ces faits, au lieu de les analyser au point de vue marxiste et révolutionnaire, se gargarise avec les lieux communs habituels sur la « radicalisation » des masses et sur le « degré de température » révolutionnaire de la situation italienne. Jadis on considérait autrement les situations dans lesquelles les paysans s'agitent tandis que les ouvriers sont encore dans la passivité. L'Humanité nous apprend au contraire que la direction du Parti italien va mesurer le « degré de température » révolutionnaire non parmi la classe ouvrière, mais chez les paysans.

L'Humanité ne saurait plus rien dire sur le caractère révolutionnaire de la situation italienne si elle devait expliquer à ses lecteurs comment il se fait qu'après avoir annoncé « des imposantes manifestations de rue » pour le 1er mai en Italie, dans aucune ville industrielle les ouvriers n'ont pu tant soit peu chômer. Elle serait aussi effrayée de savoir que le Parti communiste non seulement ne se trouvait pas à la tête du mouvement de Martina-Franca, mais qu'il n'a même pas eu la possibilité de jouer un rôle aussi bien dans ce mouvement « spontané », que dans d'autres identiques.

Est-ce que la situation est, pour cela, moins révolutionnaire en Italie ? Certes non. Il s'agit seulement de voir la situation telle qu'elle est pour en tirer de justes conséquences. En se trompant soi-même, en trompant les ouvriers avec des tableaux incorrects, on ne fait pas leur éducation révolutionnaire : au contraire, on travaille à les égarer.

Et c'est ce que fait chaque jour l'Humanité avec sa prose vide et criarde. Il aurait été plus utile qu'elle nous dise quels ont été les mots d'ordre lancés par le Parti italien aux paysans du Midi en lutte, et quelle est la politique du Parti italien vis-à-vis des paysans. Mais cette fois nous ne pouvons pas nous en prendre à l'Humanité, car c'est du Parti italien que nous attendons de connaître quelle est sa

politique à la campagne. Mais voilà le grand danger : le Parti italien n'est pas seulement absent dans les mouvements à la campagne au point de vue de l'organisation, mais, — ce qui est plus grave, — il est aussi absent politiquement. L'orientation des masses paysannes sur la voie de la révolution prolétarienne est un problème qui forcerait trop à réfléchir les bureaucrates de la direction italienne pour laquelle, — en plein tournant vers le maximalisme, — toute solution est puisée dans le système simpliste suivant lequel « tous en Italie, d'ores et déjà se posent le dilemme : fascisme ou communisme. »

R.

### Nos tâches "anti" à la lumière de la Commune

L'insurrection de la Commune est née de la défaite de la bourgeoisie française sur les champs de bataille et s'est développée sur la base d'une désorganisation parallèle à cette défaite, de l'appareil répressif de l'Etat, qui n'a pu opposer qu'une très faible résistance au mouvement grandissant des masses. Le 18 mars fut caractérisé par la fraternisation des troupes et de la foule ouvrière, ce qui permit aux insurgés de s'emparer des canons concentrés à la butte Montmartre.

Mais la Commune ne sut pas généraliser cet exemple. Elle abandonna l'armée à la propagande et à l'emprise contre-révolutionnaire et permit à la bourgeoisie de concentrer ses forces en toute tranquillité ; elle ne comprit pas l'importance énorme pour le sort de la révolution du front unique des ouvriers et des soldats. L'absence complète d'une propagande antimilitariste suivie ne fut qu'une forme particulière de l'absence de tout travail révolutionnaire systématique. Il eût fallu un parti prolétarien organisé possédant une idéologie nette et capable de guider les masses vers des buts précis. Dépourvue d'un tel organe de direction, la Commune accumula les fautes tactiques qui amenèrent sa perte. Deux mois plus tard, à l'aide du matériel de guerre allemand, les troupes gouvernementales écrasèrent le mouvement.

Ne perdons jamais de vue cet exemple. Pour éviter le même sort à la commune de demain, menons un véritable travail antimilitariste de principes, un travail léniniste, qui dépasse résolument les pleurnicheries petites-bourgeoises de la ligne actuelle de P.I.C. sur les revendications ménagères des soldats et rejette toutes les formes primaires et sentimentales d'incitation à des révoltes plus ou moins anarchisantes. C'est là une des conditions essentielles de la victoire.

Un jeune oppositionnel.

**Le manque de place nous oblige à renvoyer à la semaine prochaine la suite de l'article : « Où en est la dictature fasciste en Italie ? »**

**Dans la première partie, parue dans notre numéro précédent, à l'endroit où il est dit que, en 1924, le prolétariat se reprenait à lutter, il faut lire que le nombre des grévistes et non pas des chômeurs, est monté à 165.000 (au lieu de 66.000 l'année précédente). Le nombre des chômeurs, au contraire, est passé de 178.000 (deuxième semestre de 1924) à 290.000 au commencement de 1924.**

## La Vérité

Hebdomadaire  
de l'Opposition communiste  
45, Boulevard de la Villette, Paris X<sup>e</sup>  
Abonnement : 6 mois 13 fr.  
1 an 25 fr.  
Chèque postal : P. Frank 136.855  
Paris  
Adresser tout ce qui concerne l'administration à P. FRANK.  
Tout ce qui concerne la rédaction, à A. ROSMER.

## Lettre d'Allemagne

### RÉACTION RENFORCÉE

Berlin, mai 1930,

Depuis quelques semaines, le nouveau gouvernement du bloc bourgeois, le gouvernement Brüning-Schiele-Treviranus est entré en fonctions. Il s'est placé, dès sa formation, sous le signe d'une menace de dictature. Il cherchait une majorité parlementaire, mais il déclara en même temps que même si cette majorité ne lui était pas assurée, il ne se retirerait pas, mais gouvernerait contre le Parlement.

Durant les vingt et un mois pendant lesquels la social-démocratie a eu le pouvoir gouvernemental entre ses mains, elle a préparé le terrain pour une réaction renforcée ; le bloc bourgeois prend possession de l'héritage que lui a légué la coalition pour mener à bonne fin, d'une façon plus accélérée, plus forte et plus brutale ce que la social-démocratie n'a pu qu'inaugurer : le bâillonnement de la classe ouvrière.

Il était évident pour tout marxiste révolutionnaire que le régime de coalition social-démocrate ne pouvait jouer, dans cette voie qu'un rôle de préparation. Rien n'est plus faux que la conception que défendent maintenant les théoriciens du Parti, après avoir essayé de se défaire de la plus grande absurdité, la théorie du social-fascisme. Dans l'article-leader de l'Internationale (N° 7), il est dit entre autres, qu'au cours des dernières années, tout gouvernement a marqué « un pas de plus dans la voie du développement fasciste de l'Allemagne » et que par suite, « le gouvernement Hermann Muller était évidemment un gouvernement réactionnaire que le précédent », n'a rien à voir bourgeois ». Cette conception mécanique : « chaque gouvernement est plus réactionnaire que le précédent », n'a rien avoir avec le marxisme et méconnaît complètement le développement de la lutte de classes, plein de contradiction ; ce schéma correspond parfaitement au schéma de « l'essor révolutionnaire ininterrompu et graduel ».

Pourquoi la bourgeoisie, qui appela le parti socialiste au gouvernement après les élections de 1928, a-t-elle, en 1930, congédié assez brutalement ses domestiques ?

#### Le parti communiste n'a pas su capter le mouvement vers la gauche

Le bloc gouvernemental bourgeois a subi en 1928, aux élections du Reichstag, une défaite sensible. Les résultats électoraux indiquaient un plus grand développement de la masse vers la gauche. Le brigandage de la politique douanière et de la politique sociale réactionnaire, les mesures de rationalisation brutale des capitalistes, avaient mis les masses en mouvement. Un million et demi environ de petits-bourgeois, d'ouvriers, de paysans moyens et pauvres se détournèrent de l'aile droite pour aller à l'aile gauche de la bourgeoisie, vers la social-démocratie, qui passa de 7.881.000 à 9.151.000 voix. Un demi-million d'ouvriers quittèrent le réformisme et le camp ouvertement bourgeois pour aller au Parti communiste, dont les voix passèrent de 2.700.000 à 3.260.000. Les années 1927 et 1928 connurent une activité croissante des masses. Arrêter le développement vers la gauche, porter la confusion dans les masses, décomposer leur élan — voilà à quoi devait servir la coalition. Aujourd'hui, après presque deux ans, il faut constater que la bourgeoisie a largement atteint son but. Malgré une politique aussi réactionnaire que possible dans tous les domaines, la social-démocratie a réussi à mettre un frein à la combativité des masses.

Elle a réussi, à l'aide du plan Young, à entretenir les illusions au sein du prolétariat. Et comme le Parti communiste n'a pas su mener pas à pas les masses à la lutte, ni organiser par une application révolutionnaire de la tactique du front unique, un véritable mouvement de masses contre le plan Young, contre l'offensive capitaliste, le courant de gauche existant en 1928, ne s'est pas développé, un véritable passage massif de la social-démocratie au Parti communiste ne s'est pas produit. Déçus et trompés par la social-démocratie, repoussés par la politique de bluff, les phrases creuses et le pathétique déclamatoire qui règnent en maître depuis le congrès de Wedding, des masses énormes d'ouvriers conscients se sont fatiguées,

sont devenues passives et indifférentes ; ces dizaines de milliers d'ouvriers ont ainsi glissé vers le fascisme. La colère, le mécontentement et même la haine révolutionnaire contre le parti socialiste ont grandi dans la masse ; mais en même temps la confiance dans la direction du Parti communiste, dans ses mots d'ordre, la foi dans la justice de sa politique dans les luttes immédiates sont tombés aussi.

Ce changement au sein des masses, ces phénomènes menaçants, la bourgeoisie ne les connaît que trop bien. Aujourd'hui elle craint incomparablement moins qu'en 1928 le développement d'un mouvement de masse révolutionnaire contre sa domination.

#### La bourgeoisie congédie la social-démocratie

C'est pourquoi le rôle de préparation du Parti socialiste est arrivé à son terme ; la bourgeoisie est à même d'arriver maintenant à ses fins sans l'aide du Parti socialiste. Le congé donné à ce parti, la fin de la coalition n'était, après l'attaque brutale de Schacht contre Hilferding (décembre 1929) qu'une question de semaines. Nous écrivions alors dans la Vérité (N° 17, du 3-1-1930) :

« Pour introduire le plan Young, la bourgeoisie n'avait pas d'aide meilleure et mieux appropriée que la social-démocratie. Il fallait faire semblant de consentir aux masses l'introduction de réformes démocratiques pour les déterminer à accepter sans résistance des charges énormes. L'application du plan Young fera réfléchir les masses ouvrières. Au lieu des réformes attendues, ce sera la liquidation de celles qui existaient.

« Pour cette politique, la bourgeoisie a besoin d'un régime plus fort que ne l'est la coalition. Et ainsi les contours du nouveau bloc bourgeois deviennent de plus en plus nets ; même les partis qui sont encore dans le gouvernement de coalition, tel que le centre catholique et les populistes, préparent déjà le bloc dit « bloc conservateur », allant des démocrates jusqu'aux nationalistes qui sont restés après la scission (groupe Treviranus). »

Il est étrange de voir le Parti poursuivre des discussions violentes sur la question de savoir si le Parti socialiste a quitté le gouvernement « volontairement » ou « involontairement » ; l'observation la plus superficielle des faits prouve que la social-démocratie a reçu de la bourgeoisie le coup de pied de l'âne lorsqu'elle fut obligée de laisser tomber Hilferding. Elle se hâta encore de mettre à l'abri le plan Young et la loi sur la protection de la république (Republiksschutzgesetz) et démissionna sur la question des assurances sociales, question qui lui laisse la possibilité d'une agitation parmi les ouvriers.

Le nouveau bloc bourgeois (Brüning-Schiele-Treviranus) est, par son essence même un régime de transition. Du pied gauche il s'appuie sur le terrain parlementaire, du pied droit il s'appuie sur celui de la dictature ouverte. Si, contre toute prévision, la résistance des masses contre le régime du bloc bourgeois devenait par trop forte, le chemin d'une nouvelle coalition ne serait pas barré. La transition vers un régime tel que celui qui existe en Thuringe, allant jusqu'aux socialistes-nationaux, étant parlementaire en son apparence extérieure, et fasciste en son essence, est tout à fait dans le domaine des possibilités. Ce qui n'est pas vraisemblable, c'est que la bourgeoisie laisse actuellement tomber tous les voiles démocratico-parlementaires et instaure un régime ouvertement fasciste. Les possibilités légales et semi-légales sont loin d'être épuisées, la lutte de classes n'a pas encore, de loin, pris en Allemagne ce caractère qui inciterait la bourgeoisie à renoncer aux avantages du parlementarisme. Le caractère transitoire du régime actuel reflète la crise profonde dans laquelle se trouve la démocratie bourgeoise elle-même ; mais la crise de la démocratie bourgeoise elle-même n'est que le symptôme extérieur de la crise profonde dans laquelle se débat l'ordre social bourgeois. La solution de cette crise dépendra du développement ultérieur de la lutte de classes en Allemagne. — K. L.

# DU MUR A YEN-BAY

## Solidaires de nos morts ! Les massacres en Indochine

La Semaine Sanglante est une plaie encore ouverte à la poitrine du prolétariat parisien, à la poitrine du prolétariat mondial. Vingt-trois ans après les journées de juin, les classes possédantes écrasaient une seconde fois dans le plus cruel carnage la révolte des masses populaires. La rage féroce des possédants abattit sur Paris ouvrier l'impitoyable massacre. Le sang de trente-cinq mille prolétaires fut répandu sur le pave parisien. Mais la bourgeoisie n'a pas tué la Révolution.

La leçon des rudes prolétaires des faubourgs dressés sur les barricades rudimentaires sur lesquelles les clouaient les chassepots des gendarmes n'est pas près d'être oubliée. Chaque année, les ouvriers de Paris, en défilant devant le Mur, viennent sceller la tradition révolutionnaire des Communes futures à la glorieuse histoire de la Commune de 1871. Fidèles à la mémoire des combattants massacrés, descendants des ouvriers français et étrangers fraternellement mêlés, devant les pierres qui virent la fin de leur héroïque résistance et leur martyre, ils trempe leur résolution de lever à leur tour contre la férocité des oppresseurs le front révolutionnaire qui libérera la société.

Aux prolétaires des petites entreprises de 1871, ont succédé les lourds bataillons d'ouvriers asservis dans les usines de la région parisienne. Ce sont eux qui forment les troupes nombreuses et décidées de la Révolution de demain.

Depuis octobre 1917, depuis la Commune russe, le combat entre le prolétariat libérateur et la cupide classe des exploités est ouvert. Depuis octobre 1917, que de murs dans le monde sont ensanglantés du martyre de milliers et de milliers de combattants prolétaires, torturés et suppliciés par des bourreaux des possesseurs du monde. Les morts de Hambourg et de Berlin, de Saxe et de Bavière, les morts de l'Italie fasciste, les victimes de Horthy et de Tsankov, les morts de Roumanie et de Pologne, d'un bout de la terre à l'autre le chapelet ruisselant de sang ouvrier relie les fusillades de Gastonia aux hécatombes de Shanghai : dans le combat décisif qui oppose dans un corps à corps titanique et impitoyable la révolution prolétarienne aux forces du vieux monde, l'holocauste des morts de la Révolution est lourd de douleur et de sang.

Plus encore que de commémorer les morts de toutes les Communes, plus encore que de tremper leur volonté de faire face aux férocités des possédants, les ouvriers parisiens prendront conscience du combat international qui, avec ses alternatives de luttes sourdes et de luttes ouvertes, met aux prises le capitalisme et le prolétariat révolutionnaire.

Dans les leçons de la Commune, du sacrifice glorieux des vaillants communards abandonnés à leur destin par des organisations confuses et impuissantes, les meilleurs révolutionnaires trouveront la conviction renforcée de lutter pour donner au prolétariat le noyau d'acier d'un parti ferme et décidé, capable de mener les révolutions à la victoire. Ils renforceront leur volonté de ne pas laisser se renouveler les fautes de la Commune de 1871, de redonner à la Révolution russe et à l'Internationale une ferme direction révolutionnaire. A leurs côtés ils trouveront les oppositionnels de la Ligue Communiste, défenseur de la tradition révolutionnaire et internationale de la lutte prolétarienne.

A sa manifestation, le proléta-

riat parisien doit donner un objet précis, en ces jours où l'héritière des Versaillais, la bourgeoisie française, s'appête à massacrer trente-neuf des exploités de ses colonies. La race des Cavaignac et des Gallifet n'est pas morte. La tourbe n'en périra qu'avec le régime dont ils sont les bourreaux domestiques. Aujourd'hui en Indochine, le capitalisme colonialiste s'appête à mettre à mort trente-neuf révoltés coupables de s'être dressés contre l'exploitation effroyable à laquelle le capitalisme soumet les populations indochinoises. L'agitation révolutionnaire doit sauver de la mort ces trente-neuf victimes. Devant la défaillance du parti, dont les bureaucrates, incapables et malfaisants, n'ont pas su déclancher la puissante protestation populaire, aux côtés de nos camarades du groupe indochinois de la Ligue qui, seuls, sont entrés résolument dans la lutte, l'opposition appelle tous les révolutionnaires, tous les ouvriers à se dresser vigoureusement pour arracher aux bourreaux capitalistes, les trente-neuf révoltés de Yen-Bay.

Tous au mur !

Contre tous les Gallifet de la contre-révolution mondiale,

Contre les exécutions de Yen-Bay, Pour une direction marxiste révolutionnaire de l'Internationale, Pour la Commune de demain !

LA VERITE.

### Une assemblée d'information mouvementée

Des questions gênantes sont posées à Sémard

Au dernier moment, nous recevons un bref compte-rendu de l'assemblée d'information qui a lieu mardi dernier.

Très peu de communistes avaient répondu à l'appel de la Région parisienne. L'auditoire était si maigre que le président a dû d'abord inviter les assistants à se rassembler autour de la tribune.

Sémard fit un exposé sur la situation et sur la manifestation de dimanche, au Mur.

Puis des questions sont posées. Un camarade des Jeunesses demande pourquoi, au Congrès des jeunes ouvriers, le représentant des Jeunesses socialistes a pu prononcer un long discours anti-communiste, alors que les « trotskystes » étaient brutalement expulsés.

Sémard répond que ce congrès étant un congrès de masse, (1), il convenait de laisser s'exprimer toutes les tendances.

Comme il n'a rien dit des « trotskystes », un camarade l'interrompt en s'écriant : « Et les trotskystes ? »

Alors Sémard se fâche et se met à insulter les questionneurs et ceux qui les soutiennent visiblement : « Qui est le chef des trotskystes ? s'écrie-t-il. Rosmer : un aventurier politique. » Mais une nouvelle voix monte de la salle : « Et Trotsky ? » Puis une autre : « Et l'assassinat de Bloumkine ? »

Finalement, l'assemblée se dispersa dans le brouhaha général.

Nous reviendrons la semaine prochaine sur cette réunion. Contentons-nous aujourd'hui de souligner le désarroi de Sémard devant les questions posées et l'attitude de la salle, de cet extraordinaire secrétaire général du Parti dont l'Humanité se trouve obligée d'assurer qu'il n'est ni un voleur ni un mouchard.

Nous reproduisons ci-dessous le texte de l'affiche apposée sur les murs de Paris par nos camarades indochinois. Alors qu'ils collaient ces affiches, deux de nos camarades, un indochinois et un français, furent arrêtés par la police, qui ne les relâcha que le lendemain dans l'après-midi. Bien que la police de Chiappe se soit livrée à une lacération en règle, les affiches de nos camarades auront contribué à alerter contre le crime qui se prépare les travailleurs de Paris.

### COMMENT ILS ONT CONQUIS L'INDOCHINE.

« Les Français qui sont montés sur les murailles du fort tirent sur eux (les Annamites) de haut en bas, presque à bout portant et les abattent en masse... Les Annamites tombent par groupes, les bras étendus ; trois ou quatre cents d'entre eux sont fauchés en moins de cinq minutes par les feux rapides et les feux de salve... et c'était plaisir de voir ces gerbes de balles si facilement dirigeables s'abattre sur eux deux fois par minute, au commandement, d'une manière méthodique et sûre.

« Plus personne à tuer. Alors, les matelots, la tête perdue de soleil, de bruit, sortaient du fort et descendaient se jeter sur les blessés avec une espèce de tremblement nerveux. Ceux qui haletaient de peur, tapis dans les trous, qui faisaient le mort, cachés sous les nattes, qui râlaient en tendant les mains pour demander grâce, qui criaient ce : Han ! Han !... d'une voix déchirante... ils les achevaient en les crevant à coups de baïonnettes, en leur cassant la tête à coup de crosse. »

Lettre de Pierre Loti, sur la prise de Hué.

(Publiée dans le « Figaro » du 13-10-1883)

### COMMENT ILS LA GARDENT.

Des villages entiers bombardés et mitraillés (village Co-Am, de 7.000 habitants, complètement détruit par cinq avions volant à basse altitude, jetant 50 bombes de 12 kilos).

Des exécutions abominables et barbares : « Trois coups de gong lugubres. Le bourreau lève à deux mains son sabre. Un éclair fulgurant dans le soleil levant. Un coup mat. La tête n'est pas tombée. La main du bourreau a sans doute tremblé. Trois fois encore le glaive sanglant s'abat sur le cou qu'il scie. » La boucherie écœurante se répète pour le second condamné.

Description pittoresque donnée par la Tribune Indochinoise du 28 mars 1930 (journal à tendance loyaliste).

Le 8 mai, au lever du jour, à Yen-Bay, quatre de nos vaillants camarades subirent le même sort. Les trente-neuf autres condamnés attendent aujourd'hui leur tour.

Des arrestations massives : 2.500 arrestations en trois jours !

Déclaration de M. Jabouille,

Résident supérieur de l'Annam.

### CE QU'ILS NOUS APPORTENT.

LA FAIM ! Au Tonkin, un homme a besoin pour sa consommation annuelle moyenne de 337 kilos de riz. Or, il ne dispose que de 221 kilos.

Il lui manque plus d'un tiers du nécessaire.

Etude de M. Laferrandière,

Chef de service de l'enseignement au Tonkin.

LA MISERE ! Salaire journalier d'un coolie indochinois : 4 francs.

Durée de la journée de travail : 12 heures.

Rapport de M. Delamarre,

Inspecteur des affaires politiques en Indochine.

LA MORT ! Mortalité effrayante des ouvriers dans les enfers des plantations : de 60 à 80 0/0.

Statistiques officielles publiées par l'Indochine, Revue économique de M. Pagès.

Il était un temps où le Peuple de Paris descendait dans la rue pour protester contre les massacres coloniaux ! Il lui appartient maintenant d'empêcher le meurtre des trente-neuf condamnés de Yen-Bay, dont les dossiers viennent d'arriver à Paris.

PEUPLE DE PARIS !

OUVRIERS FRANÇAIS !

Ne laissez pas assassiner ceux que pousse à la révolte un régime de famine permanente, de misère organisée et de mort...

LES EMIGRES INDOCHINOIS DE FRANCE.

TRAVAILLEURS assistez en masse à la

GRANDE REUNION DE PROTESTATION CONTRE LES EXECUTIONS DE YEN-BAY

organisée par la Ligue Communiste (Opposition) et les groupes d'émigrés indochinois avec la participation de délégués de divers groupes coloniaux

MERCREDI 28 MAI à LA BELLEVILLOISE, salle Babeuf, 23, RUE BOYER, PARIS (20°)

## Les grèves des P. T. T.

# CE QUE FUT CELLE DE 1909

### Pour l'édification des camarades de 1930

#### I LES PRECEDENTS

1909 ne fut pas la première manifestation de révolte corporative des P.T.T. En 1889, en 1899 et en 1906 des conflits avaient eu lieu. Mais ils furent tous trois localisés à des branches d'un seul service du monopole et limités à une seule catégorie.

Le premier ne toucha que le Central télégraphique de Paris. Il n'intéressa que les agents, ne dura que 48 heures et ne rassembla que 2.000 manifestants. Il ne fut même pas une grève à proprement parler. Il se caractérisa par la paralysie du service, ce qu'en argot de métier on appelle « le mastig ». Il fut causé par le mécontentement provoqué par une tentative tortueuse de l'administration de diminuer les traitements. Sous prétexte de régler l'avancement au nom de l'équité, on en retardait le cours, on rognait les avantages pécuniaires déjà précaires des commis des Postes.

La circulaire Coulon fut à ce titre un « tiercement » avant la lettre.

Devant la manifestation efficace des télégraphistes et de leurs appareils, l'Administration céda et la circulaire fut rapportée.

Les deux autres mouvements ne mirent en branle que les sous-agents (les employés et les facteurs d'aujourd'hui). Le deuxième eut lieu en 1899 à la suite du refus par le Sénat d'augmenter les traitements. Il fut limité aux facteurs de la Recette principale des Postes de Paris.

Le mouvement échoua. Celui de 1906 quoique plus important ne fut pas plus heureux.

Celui-ci eut encore pour cause une question de salaire. Elle était vitale. Les intéressés réclamaient un minimum indispensable de rémunération : la pièce de cent sous.

Une tentative d'étendre le mouvement aux agents fut faite. Mais mal engagée, elle aboutit à un échec total.

Seul le mouvement de 1909 revêtit un caractère de grève générale de toute la corporation.

#### Les mobiles immédiats et les causes profondes

Les mobiles immédiats et déterminants de la grève de 1909 furent strictement corporatifs et professionnels.

Les groupements des travailleurs des P.T.T. nés aux environs de 1900 s'étaient rapidement développés. Ils s'étaient organisés solidement et avaient conquis un certain nombre d'avantages appréciables. Ils avaient obtenu en matière de traitement, d'avancement et de discipline des garanties et des mesures qui, quoique limitées et précaires, revêtaient à leurs yeux une importance considérable. Elles constituaient une première barrière contre l'arbitraire et le favoritisme administratifs. Mais ceux-ci n'étaient pas seuls à être contenus et parfois même refoulés. Les postiers comprirent dès leurs premiers pas dans la voie syndicaliste qu'ils avaient un ennemi aussi redoutable que l'arbitraire et le favoritisme, et qui s'opposerait toujours, de façon moins ouverte peut-être, mais plus efficace parce que plus sournoise, à leur émancipation : la routine bureaucratique.

La lutte pour les simples revendications d'intérêts ne pouvait aboutir à des résultats que si elle était menée de concert avec la lutte pour la réorganisation des services. Une exploitation mal organisée, routinière, bureaucratique, retranchée derrière ses paperasses poussiéreuses et archaïques ne peut être que l'ennemie des innovations hardies : une entreprise mal gérée ne peut que mal rémunérer son personnel. Les innovations hardies en matière d'exploitation et d'administration constituaient pour les pionniers du syndicalisme postal la garantie de conditions de travail meilleures en même temps qu'une rémunération supérieure.

Sur ce terrain également, grâce à une action à la fois prudente et hardie, les postiers d'avant 1909 avaient obtenu des succès considérables. Lors d'une crise où la pagaie des services postaux avait atteint des proportions vertigineuses par l'incapacité, l'imprévoyance et l'inertie des grands chefs, les groupements corporatifs étaient arrivés à la suite d'une campagne menée avec méthode et énergie à obliger l'administration à réorganiser ses services et à renouveler son matériel.

Amélioration de la situation matérielle et morale des travailleurs des P. T. T. Perfectionnement et réorganisation technique de la machine postale. Tels furent les deux principaux objectifs du syndicalisme d'alors. Mais ces conquêtes ne pouvaient pas ne pas inquiéter les gouvernants. Le « protectionnisme ouvrier » et la « paix sociale » innovés par Millerand avaient pour but principal d'endiguer la révolte ouvrière, d'endormir les masses en les amadouant, de domestiquer leurs organisations.

Cette politique insidieuse essaya en même temps de canaliser le mouvement du prolétariat d'Etat, de l'isoler du prolétariat ouvrier, de les opposer l'un à l'autre, de faire tout au moins de celui-là une classe tampon contre les chocs de plus en plus vigoureux de celui-ci.

Or la manœuvre échouait. Le prolétariat postal résistait à son enveloppement, manifestait une indépendance inquiétante, s'inspirait de l'exemple ouvrier pour aboutir par des méthodes et des moyens qui lui étaient propres à des résultats identiques.

Dans le même temps où les organisations forçaient la main aux dirigeants et les obligeaient à réorganiser dans un esprit nouveau la machinerie administrative, la nécessité d'une entente de plus en plus étroite avec toute la classe ouvrière organisée s'imposait de plus en plus aux postiers et à tout le prolétariat administratif. Ils revendiquèrent le droit syndical intégral.

La conjonction des travailleurs de l'Etat et des travailleurs de l'industrie privée menaçait ainsi de s'opérer malgré les intrigues tortueuses et les manœuvres perfides des politiciens les plus retors.

La menace était grosse pour la classe dirigeante. Son intérêt exigeait qu'elle fût brisée sans retard. A la politique lénifiante et engourdissante de la « paix sociale » allait être substituée une politique de réaction brutale et féroce. Clemenceau fut chargé de l'opération.

Pour mâter les postiers qui, à la pointe du combat, étaient les plus hardis et les plus dangereux, il s'adjoignit comme exécuteur de ses basses œuvres, le politicien Symian, de sinistre mémoire. L'agression contre les postiers commença aussitôt. Symian remit en cause toutes les conquêtes arrachées depuis dix ans par l'action des organisations syndicales. Il renouela d'abord en l'aggravant, le coup de la circulaire Coulon.

Par une circulaire connue dans l'histoire de la corporation sous le nom de circulaire du « tiercement », il détruisait tout le statut de l'avancement. C'était une façon détournée de diminuer les traitements du personnel.

Le favoritisme et l'arbitraire redevinrent la règle dans l'administration des P.T.T. L'insécurité y régna en maîtresse. La haute bureaucratie dirigeante releva la tête et les services furent chamboulés à nouveau avec l'intention évidente de brimer le personnel et d'aggraver ses conditions de travail. Naturellement les organisations furent visées par cette offensive brutale.

Dès 1907, d'ailleurs, les positions étaient prises de part et d'autre. Les postiers, soutenus par la majorité des fonctionnaires, avaient revendiqué hautement le droit syndical en une « Lettre ouverte à Clemenceau » placardée sur tous les murs de France.

Le « tigre », furieux, répliqua par la révocation des signataires.

Mais ce n'était là qu'un commencement. Symian entreprit de parfaire l'œuvre de son maître. Il attaqua dans le détail des revendications courantes, les organisations syndicales, polémique avec elles de façon grossière, mortifiant leurs représentants, les inveillant personnellement jusque dans son cabinet ministériel.

L'agression était flagrante. Elle donnait dès lors une allure nouvelle à la bataille désormais inévitable.

Le gouvernement, usant de sa force pour atteindre les travailleurs de l'Etat dans leurs intérêts matériels et moraux les plus essentiels, transformait un conflit purement professionnel en une lutte politique ouverte, violente, implacable.

Politique de classe au profit des privilèges et des privilégiés du régime.

#### II LES PRELIMINAIRES

L'agression clémenciste entraîna d'abord quelque flottement dans les rangs de ceux des postiers qui en supportèrent le premier choc, les agents.

Leur organisation n'était qu'une simple association qui avait bénéficié au début de la bienveillance du pouvoir qui espérait qu'elle resterait toujours dans le sillage officiel et montrerait une sagesse bienséante.

Les dirigeants avaient eu jusqu'alors à remplir une fonction de tout repos. Or tout changeait dans la manière : « la main de velours » était remplacée par « la poigne de fer ».

Ils en furent quelque peu éberlués. Ils s'étaient habitués depuis dix ans aux moyens pacifiques, aux méthodes de tout repos, aux démarches bien sages dans les couloirs du Parlement, des ministères et des bureaux. On ne change pas du jour au lendemain d'habitudes semblables. On s'y accroche désespérément surtout quand on est imbu de préjugés démocratiques et animé de l'esprit de modération poussé à l'extrême comme l'étaient les dirigeants de l'A.G. des Agents. Ils cherchèrent à biaiser, à gagner du temps et surtout à éviter à tout prix la bataille.

Cette attitude ne pouvait qu'encourager le gouvernement dans son agression. Seule une minorité très active de militants jeunes et hardis, tout imprégnés des conceptions ouvrières de la lutte de classes se rendait compte que le conflit était inévitable et qu'il fallait s'y préparer résolument.

Battus aux élections de l'année précédente pour le renouvellement du Conseil de l'Association, ces militants tournèrent leur activité vers les groupes qui constituaient les points stratégiques essentiels du groupement et de la corporation. Ils les animèrent de leur enthousiasme et de leur ardeur.

Si bien qu'en janvier 1909 ils étaient les maîtres de presque toutes les sections syndicales parisiennes et plus particulièrement du Central télégraphique et du groupe central ambulants.

Or justement ces deux points stratégiques capitaux étaient l'objet des brimades administratives et de la coercition gouvernementale. Des incidents ne pouvaient manquer de s'y produire.

#### La révolte du Central Télégraphique

L'effervescence régna toujours à l'état endémique à la grande usine de la rue de Grenelle. On est quelque peu chatouilleux sur les questions d'amour-propre et de dignité professionnels dans le milieu télégraphiste. On y a d'ailleurs des moyens et des possibilités d'action étendus et divers. Et lorsque le jeu en vaut la chandelle, on y a recours facilement. C'est une tradition et elle ne semble pas vouloir se perdre.

Aussi la colère gronda-t-elle en tempête lorsque dans les premiers jours de février on apprit avec stupeur les mesures prises par l'administration centrale à l'égard du personnel de Paris-Central.

En premier lieu, une circulaire où

tous les chefs de service étaient invités à obtenir de leurs agents le maximum de rendement en vue d'aboutir à un maximum d'économies. En conséquence, des heures supplémentaires et des « retours » le soir et non payés étaient prescrits.

La deuxième révélait un caractère de mouchardage indirect et révoltant par l'instauration d'une fiche de rendement individuel.

La révolte explosa. Elle fut unanime. Après des manifestations, le personnel descendit dans la cour et dans la rue au chant de l'Internationale, pendant que ses représentants se rendaient chez Symian.

Celui-ci capitula sur toute la ligne.

Cette victoire arrachée à la force du poignet et avec une rapidité foudroyante, galvanisa toute la corporation. Elle venait d'apprendre la manière de faire tête et de triompher de cette réaction imbécile ; surtout une immense confiance gagna tous les cœurs. On avait vaincu sur un point avec des effectifs limités. On devait vaincre sur tout de front et tous ensemble. Les réserves corporatives allaient emboîter le pas à Paris-Central.

#### Le raid des ambulants rue de Grenelle

Pour la première fois dans l'histoire de l'organisation les ambulants, ces « zouaves de la Poste », se voyaient dérober l'honneur d'être à l'avant-garde de la corporation.

Une manifestation fut décidée. Le vendredi 12 mars, réunis salle Vianey, quai de la Rapée. Ils décidèrent de quitter la salle de réunion sur-le-champ et de se rendre rue de Grenelle, au Central télégraphique, qui leur avait donné l'exemple. Avec une discipline parfaite, dans le silence le plus absolu, en colonne par quatre, ils défilèrent à travers tout le centre de Paris sous la conduite de leurs hommes de confiance. Chemin faisant, ils rencontrèrent une délégation du Conseil d'administration de l'A.G. qui revenait du ministère des travaux publics et tenta de les arrêter dans leur élan calme et résolu. Peine perdue, ils continuèrent de plus belle en faisant toutefois un crochet vers le Palais-Bourbon où il y avait séance et où ils conspuèrent sans s'arrêter le ministre.

Puis la manifestation contourna le ministère des affaires étrangères pour se diriger par la rue de Lille, vers le sous-secrétariat des Postes et le Central télégraphique.

Mais la police avait été finalement alertée. Place Ste-Clotilde, elle chargea les manifestants qui se réfugièrent dans la cour du Central. Les salles de travail furent envahies par les grévistes pourchassés par la police.

Cinquante militants avaient été arrêtés au cours de l'échauffourée. Vingt-cinq furent dirigés sur le Dépôt. Huit furent inculpés et traduits en correctionnelle dès le lendemain et condamnés le lundi suivant à huit jours de prison avec sursis « pour injures à un magistrat de l'ordre administratif. »

#### III

### LES FAITS DE GREVE

#### I. — Les journées de mars

Malgré la stupeur que provoquèrent dans la corporation les arrestations et les condamnations, la grève ne battit son plein que le vendredi 19 mars à la sortie de la Santé des camarades emprisonnés.

C'est que la corporation se trouvait dans une situation particulière. Chaque grande catégorie avait son organisation propre. Certes elles entretenaient des relations protocolaires et même très cordiales. Mais aucun lien organique ne les soudait en vue d'une action commune éventuelle. Néanmoins un front commun se forgea dans la bataille. Le syndicat des sous-agents, puis celui des ouvriers des lignes entrèrent dans le combat à la suite de l'Association gé-

nérale des Agents avec une résolution telle que lorsque les camarades libérés de la Santé se présentèrent devant les grévistes, tous les services étaient paraisés et la corporation presque unanime faisait front en un bloc compact contre le gouvernement agresseur.

On pouvait croire alors la bataille gagnée.

Dès le lendemain soir — samedi 20 — des membres du Comité de grève allaient ébaucher une manœuvre qui devait sinon la perdre du moins la compromettre sérieusement.

Ils décidaient et cela sans en référer au préalable aux grévistes de demander au président du Conseil municipal de Paris, d'arbitrer le conflit.

Dès le lendemain, la proposition fut transformée et ce fut le bureau syndical des ouvriers des lignes (organisation reconnue officiellement) qui fut chargé de se rendre en délégation auprès de Clemenceau.

Faute initiale impardonnable. D'abord le mandat du bureau syndical ne fut jamais défini. La chose fut décidée à l'embrassement entre deux portes. Surtout elle allait avoir deux conséquences irréparables.

1° Elle signifiait que le Comité de grève n'avait pas foi en la victoire ou qu'il en avait peur.

Elle était une raison d'espérer pour le gouvernement et son chef en plein désarroi.

2° En revanche, pour les grévistes, elle fit sur ce bel enthousiasme l'effet de la douche froide.

Au retour de chez Clemenceau, après une longue discussion, le Comité de grève décida la reprise du travail sur la promesse du chef du gouvernement qu'aucune sanction ne serait prise contre les grévistes et que seraient rapportées toutes les mesures vexatoires.

C'est sur les promesses du « tigre » que la proposition fut adoptée malgré les efforts de la minorité.

Deuxième faute ! Et immense duperie ! Aux meetings du soir, la délégation fut désavouée.

La grève avait acquis une telle force que le mouvement rebondit avec fureur. Le lendemain quand la nouvelle délégation revint rendre compte de son mandat, une armée de grévistes faisait craquer la salle de Tivoli, trop petite et débordait rue de la Douane, jusqu'à la place de la République. On pouvait croire alors les postiers imbattables. Ils étaient battus. La rage au cœur, les militants les plus ardents de la minorité comprirent que la grève avait les reins brisés.

### La reprise du travail

Il n'y avait plus qu'à opérer une retraite en bon ordre pour sauver la face et éviter la panique. Le mardi 23 mars, la reprise du travail était décidée.

A deux heures de l'après-midi le même jour, les grévistes opéraient dans leurs bureaux et leurs services une rentrée impressionnante par son ordre et sa discipline massive imposante.

En colonne par quatre, derrière les camarades frappés et emprisonnés, ils reprenaient possession de leurs locaux de travail, la tête haute, avec la fierté d'avoir accompli un grand acte.

Aucune sanction n'était prise. Et c'était à ce point de vue une victoire incontestable.

Mais la victoire se bornait à cela : Elle manquait de base matérielle : sur ce plan elle se traduisait par les promesses de Clemenceau.

« Rien de Symian ».

« Rien de son œuvre » avaient déclaré dès le début du conflit les organisations et les grévistes. Or, Symian restait à la tête des P.T.T. Et il allait dès le lendemain essayer de défendre son œuvre.

A peine la rentrée effectuée, le gouvernement poursuivait les membres des bureaux des trois organisations pour avoir signé une affiche de remerciements à la population.

Mais la colère grondait encore, puissante. Sans attendre le mot d'ordre du Comité de vigilance, les grévistes se mobilisèrent d'eux-mêmes et repoussèrent immédiatement les permanences de grève. Le gouvernement comprit que le feu n'était pas encore éteint et couvrait sous la cendre. Il eut peur et abandonna ses poursuites.

Mais le vieux Clemenceau ne rentrait pas griffes que momentanément. Il n'abandonna pas l'idée de reprendre sa revanche.

## II. — Les journées de mai

Avril se passa dans un calme relatif. Le 24 de ce mois, le gouvernement décida de contrôler l'exactitude des propos tenus par certains militants au cours de réunions syndicales. Après enquête, ceux-ci, au nombre de sept, furent déferés au conseil de discipline et révoqués.

Le jeudi 9 mai, un meeting réunit à nouveau les grévistes à Tivoli Vaux-Hall. On décida à l'unanimité d'envoyer une délégation auprès de Clemenceau; on manda le Comité fédéral (entre temps — deuxième victoire — la fédération postale était née) de prendre toutes les mesures pour faire face à la nouvelle agression gouvernementale.

La délégation accomplit son mandat mais Clemenceau refusa de la recevoir. La plus grande agitation régna à nouveau dans tous les services. Les organisations s'apprétaient fébrilement à la bataille. Elles alertèrent les camarades et les réunions furent toujours empreintes du plus grand enthousiasme. Toutes décidèrent d'obéir à l'ordre de grève du Comité fédéral.

Celui-ci convoqua toute la corporation en un vaste meeting, à la salle de l'Hippodrome (aujourd'hui Cinéma Gaumont).

Le jour même, dans l'après-midi, la Chambre discutait une interpellation socialiste sur les révocations.

La bataille parlementaire s'annonçant indécise, Clemenceau inquiet fit renvoyer le débat au surlendemain.

Le Comité de grève interpréta cette décision comme un acte d'hostilité de la part du Parlement, il lança l'ordre de grève pour le soir même. Le Comité de grève, — bien qu'il eut délégué à la Chambre deux de ses membres, et non les moindres, pour recueillir tous les renseignements de nature à l'éclairer — commit une erreur de jugement qui, sans qu'elle fût capitale, était cependant importante. On a su depuis que nombre de parlementaires fidèles, jusque-là à Clemenceau, lui manifestèrent leur résolution de ne plus le suivre et de voter contre le renvoi au surlendemain. On a su aussi — depuis — que nombre de télégrammes parvinrent de députés retenus en province pour faire voter leur « boîtier » contre le gouvernement.

« Vous, pouvez m'en croire, répliqua Clemenceau aux députés hésitants et à leurs délégués, je suis sûr de mon fait : ce soir, quel que soit votre vote, la grève sera un fait accompli. »

Si le service de renseignements du Comité de grève avait été aussi bien agencé que celui de Clemenceau, les leaders du mouvement eussent peut-être attendu 48 heures de plus pour le déclencher. Ils mettaient le « tigre » dans une position ridicule et ils restaient dans la logique de la psychologie de leurs camarades : ceux-ci ne se résolvent en effet à passer aux actes qu'après l'épuisement total de tous les moyens de conciliation.

Déclenchée 48 heures plus tard, la grève eût-elle pris un cours plus heureux ?

Nul ne peut le dire. On n'écrit pas l'histoire avec des « si » mais avec des faits.

### Une direction divisée

Et les faits se présentaient de la façon suivante. Malgré un enthousiasme de surface trompeur, le trouble était dans les esprits. Toutes les forces d'intimidation et de persuasion perfides avaient entamé de façon sourde, mais sûre, le moral des postiers. Une gêne mystérieuse pesait sur le mouvement. On sentait chez les leaders des divisions profondes et des rivalités de personnes, d'opinions, de tendances et d'obédiences. Elles ne s'affirmaient pas sur les tréteaux des meetings, mais les camarades devinaient que dans les coulisses se tramaient des intrigues et des manœuvres dont la cause allait faire les frais. Les modérés de la majorité ne marchaient visiblement qu'à contre-cœur et sans conviction. La minorité composée d'éléments de formation doctrinale hétérogène était elle-même divisée. Les extrémistes voulaient passer à l'action sans délai et menacer de déborder le comité de grève, voire de créer une organisation dissidente. Le gouvernement de son côté prononçait chaque jour des révocations nouvelles. Les masses s'impatientaient, s'éner-

vaient. C'est dans ces conditions que fut décidée la reprise du mouvement.

Minés ou lâchés par les éternels freineurs et les irrésolus de droite, menacés par un coup de folie des impatients et des hurluberlus d'extrême gauche et aussi dans la crainte de voir se dissoudre le mouvement de révolte par le grignotage de l'action gouvernementale, les camarades du comité de grève lancèrent le mot d'ordre en fin de journée.

Le soir, au meeting de l'Hippodrome, 10.000 postiers accueillirent par des applaudissements frénétiques la décision.

Mais dès le lendemain la grève flanchait.

Persue totale sur les ambulants, elle eut des défaillances au Central téléphonique et bien que la province qui avait été longue à s'émeouvoir en mars, donna à plein en mai, la grève était mal partie. Toutes les tentatives faites pour la relancer et la galvaniser restèrent vaines.

Les déclarations oratoires et théâtrales du secrétaire des cheminots et du « roi de la lumière », le secrétaire des électriciens, les manifestations de sympathies ouvrières sur les affiches de la C.G.T. ne donnèrent aucun résultat. Les non-grévistes restaient dans les bureaux et les grévistes allaient chaque jour un peu plus nombreux, les rejoindre. Chose plus grave et symptomatique : le jour même où paraissait la déclaration de grève générale par la C.G.T. les grévistes perdirent la moitié de leurs effectifs. Eurent-ils peur des procédés de violence (chaussette à clous et chasse aux regards) mis en honneur par les hervéistes d'alors ? Peut-être ! Mais c'est un fait. Les rentrées se firent dès lors massives et continues.

Et ce mouvement commencé dans l'enthousiasme se termina dans la tristesse.

Le 21 mai, le Comité fédéral demandait à la C.G.T. de ne pas faire un sacrifice inutile et de ne pas donner suite à son projet de grève générale.

Il décidait en outre, la rentrée des grévistes des P.T.T.

Cette grève avec ces deux alternatives de demi-succès et d'échec comporte des enseignements qui doivent être utiles au mouvement d'aujourd'hui.

UN GREVISTE DE 1909.

## Vers une nouvelle grève générale ?

Contre la répartition gouvernementale des crédits budgétaires réservés à leurs traitements, la protestation des postiers a été puissante. Jeudi, 15 mai, par dizaines de milliers, ils ont fait une grève démonstrative de 2 heures. Aussi bien à Paris que dans les grands centres, à Marseille, Lyon, Lille, Bordeaux, le mouvement a été impressionnant. Naturellement le gouvernement du « réaliste » Tardieu, prend réduire par la force le mouvement revendicatif des postiers. Déjà, une trentaine de militants ont été révoqués dans le but de créer la panique chez les travailleurs des P.T.T. Mais ceux-ci, résolus, ne sont pas disposés à céder aux injonctions de Tardieu et de son Mallarmé. La grande presse, selon la tradition, tente d'opposer le mécontentement des usagers aux revendications que les postiers entendent imposer par l'action. Peine perdue.

Les postiers, exaspérés par le favoritisme dont bénéficie le haut personnel des P.T.T. n'entendent guère se laisser intimider. Aux menaces gouvernementales, ils doivent opposer le front unique des organisations appartenant aux diverses tendances. Comme à leur habitude les chefs confédérés ne tiennent pas au front unique. Au contraire. Ils ont trop la crainte de perdre la direction du mouvement. Ce qu'ils tiennent à éviter à tout prix pour avoir, le cas échéant, les mains libres afin de temporiser pour leur tranquillité et contre l'intérêt des postiers.

Les dirigeants unitaires, eux, proposent le front unique. Mais ayant substitué au front unique d'organisation à organisation, la formule des comités de lutte, ils permettent ainsi aux chefs confédérés de ruser et de passer outre.

Il semble bien, malgré tout, que les postiers résisteront vigoureusement. L'allant de leur mouvement, les manifestations sur le lieu du travail, prouvent qu'ils ont l'intention de faire triompher leurs légitimes revendications.

## Dans le Parti

# Toujours le tournant

Pendant plusieurs mois avant le 1er mai, le mot d'ordre du parti dans tous les conflits, luttes, grèves et manifestations, a été : *grève politique de masses ! Lutte pour la conquête de la rue !* Pour le 1er mai, les circulaires du parti ont précisé qu'il s'agissait d'une étape dans la voie immédiate pour la prise du pouvoir. Citons à nouveau ce passage : « En préparant la grève politique et revendicative de masse, le Parti prend l'initiative de l'offensive de la majorité de la classe ouvrière pour transformer l'essor du mouvement révolutionnaire en un vaste mouvement de masse aboutissant à la lutte décisive pour le pouvoir. La grève politique de masse est une étape sur la voie menant à l'insurrection prolétarienne ». Il ne s'agit pas là de phrases théoriques abstraites. Ce sont des indications s'appliquant concrètement (dans l'esprit des bureaucrates) à la situation actuelle.

Et maintenant, que dit-on ? Semard, le secrétaire à éclipses du Parti, a dit dans son discours au 3<sup>e</sup> Congrès du S. R. I. (voir l'Humanité du 18-5-30) : « L'heure du commandement, l'heure de la révolution n'a pas sonné. Le Parti en est encore à persuader la classe ouvrière et ses organisations de la justesse de ses vues, de la nécessité de sa direction. » Nous voilà loin de l'insurrection !

Que chaque camarade examine sérieusement ces deux citations ; il comprendra clairement comment la direction du parti se gargarise de paroles, sans avoir de ligne de conduite suivie et ferme. Avant le Premier Mai, on veut la grève politique de masse menant à l'insurrection. Après le 1er mai, c'est à dire après l'échec du 1er mai, on n'en est plus qu'à essayer de persuader la classe ouvrière de la justesse des points de vue communistes !

C'est là un recul, mais pas un recul stratégique conscient, venant d'une analyse sérieuse de la situation ; c'est une réaction opportuniste devant le mécontentement de la base du parti, devant le pessimisme qui s'empare des meilleurs camarades qui ont vu et que l'opposition de gauche aide à comprendre ce qu'a été le 1er mai dans son ensemble, ce qu'est la tactique de bluff et de faillite des bureaucrates.

Il faut que les camarades ne se laissent pas tromper par la direction du parti qui essaye de jeter du lest ; car ce léger dégonflage se traduira infailliblement par une lutte accrue contre la gauche, de même qu'il devra se traduire par une extension croissante de la gauche marxiste à la base.

Il faut poursuivre la discussion sur l'échec du 1er mai, sans se laisser tromper par les déclarations opportunistes et la préparation du cortège traditionnel du Mur des Fédérés.

Il faut combattre avec plus d'énergie encore pour une appréciation saine de la situation, pour la discussion ouverte dans le Parti, et la libre formation des groupements dans le Parti, seule garantie contre la dégénérescence et l'irresponsabilité de la bureaucratie.

C'est toujours sur cette voie et sur cette voie seule que la gauche, appuyée sur la Ligue communiste (Opposition), peut envisager avec confiance la renaissance du mouvement communiste.

Après le Premier Mai  
chaque militant doit lire

La «troisième période»  
d'erreurs  
de l'Internationale  
communiste

par L. TROTSKY

Elle éclaire la situation générale  
du mouvement et la politique erronée  
des dirigeants du Parti.  
Achetez-la, lisez-la, faites-la lire !

Un exemplaire : 3 francs  
Prix par 10 exempl. : 20 fr.

En vente à LA VERITE  
45, boulevard de la Villette  
Paris (10<sup>e</sup>)

## C. G. T. U. OPPOSITION UNITAIRE

A la première liste des signataires de la plate-forme de l'Opposition unitaire composée comme suit :

Enseignement : **Aulas**, Fernande **Basset**, **Frétiaux** (Saône-et-Loire), Jeanne **Balanche**, **Bernard** (Rhône), Gilbert **Serret** (Ardèche), du Bureau fédéral ;

**L. Bouët** (Maine-et-Loire), **Dommanget** (Oise), **Rollo** (Morbihan), anciens secrétaires fédéraux de l'Enseignement unitaire.

Mineurs : **Mangematin**, délégué mineur (Pas-de-Calais) ; **Paget**, Chaligny (Meurthe-et-Moselle) ;

Produits Chimiques : **Chabanon**, ancien secrétaire fédéral ; **Bloquet**, secrétaire du syndicat de la R. P. ; **Frank**, région parisienne.

Métaux : **Antoine**, région parisienne ; **Gourget**, région parisienne ; **Poussel**, ancien secrétaire fédéral (avec réserves).

P. T. T. : **Doudain**, Paris.

Nord : **Cornette**, secrétaire de l'U. L. U. d'Hailluin.

Il convient d'ajouter une nouvelle liste de camarades de la région parisienne :

Terrassiers : **Toulade**, ancien secrétaire fédéral du Bâtiment. Métaux : **Jacquelard**, de la C. E. du Syndicat unitaire des métaux. **Lefèvre**, secrétaire adjoint de la section technique des polisseurs.

**Louis Neveu**, ancien membre de la C.E. fédérale des métaux.

Bijou : **Pichon**, secrétaire du Syndicat unitaire de l'industrie du bijou.

Cuir et peaux : **Paul**, région parisienne.

Bois : **Roulet**, du Conseil du Syndicat unitaire du Bois.

Employés : **J. Lemoine**, région parisienne.

Cheminots : **Hardoin** de Paris-Etat Rive droite ;

**Rocher**, de Paris-Nord ;

**A. Hardoin**, de Paris-Nord.

Périodiquement seront publiées les nouvelles listes de camarades de Paris et de Province d'accord avec la plate-forme de l'opposition unitaire.

Les camarades qui adoptent notre plate-forme d'opposition unitaire écriront :

Au Syndicat des Produits Chimiques, à Chabanon, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris.

Où la Fédération de l'Enseignement, 20, rue aux Fèvres, Chalon-sur-Saône (S.-et-L.).

## LIGUE COMMUNISTE (Opposition)

La Ligue communiste poursuit son travail d'organisation. Les camarades du Parti et des Jeunesses ressentent davantage la nécessité de s'organiser, pour coordonner leurs efforts en vue de régénérer le Parti et l'Internationale. Aux côtés de leurs camarades exclus ou isolés, ils travaillent à accroître l'influence de l'Opposition dans le mouvement révolutionnaire. La Ligue n'est pas une nouvelle organisation qui prétend s'ajouter aux autres, elle est la fraction qui unit les militants du Parti et les exclus décidés à enlever la crise du Parti et la néfaste politique des bureaucrates qui favorisent les entreprises des liquidateurs droitiers, des populistes aux opportunistes.

L'élargissement de l'influence de l'opposition a rendu nécessaire son organisation pour qu'elle ne perde rien de sa cohésion, le plus sûr garant du redressement révolutionnaire. Dès maintenant, nos camarades peuvent demander au Secréariat de la Ligue, 45, boulevard de la Villette, les feuilles d'adhésion. Les cartes et les timbres de mai et de juin seront envoyés aux secrétaires de groupes.

### REUNION GENERALE DES GROUPES DE LA REGION PARISIENNE

Dimanche 18 mai, la Ligue communiste tint une réunion générale des groupes de la Région Parisienne. Une centaine de camarades étaient présents. Un de nos camarades fit un exposé sur la situation dans l'Internationale communiste et les tâches de l'Opposition. Après avoir rappelé quel fut le cours de l'Internationale depuis la mort de Lénine, il retraça la genèse de l'Opposition et détacha les points historiques capitaux par lesquels passe la ligne historique de l'Opposition de gauche, qui donnent à la tendance marxiste dans l'Internationale son véritable caractère et toute sa signification. Venant à la situation présente de l'Internationale devant la période de graves et de longues difficultés qui s'ouvre, il analysa le rôle de l'opposition dans le développement de cette situation. Il montra comment, selon les paroles de Trotsky « La clé de l'avenir est dans l'alternative : « Les questions refoulées, les doutes cachés, le sourd mécontentement des masses se manifesteront au dehors. Toute la question est de savoir s'ils exploseront simultanément prenant le parti ouvrier au dépourvu ou si ce dernier trouvera à la minute suprême assez de forces en soi pour redevenir un parti d'une façon nouvelle (et en quelque sorte aussi d'une façon ancienne) en déterminant son rôle à l'égard des masses laborieuses. »

Notre camarade poursuivit en décrivant la situation de l'Opposition de gauche dans les diverses sections nationales et en vint aux tâches immédiates de la Ligue communiste, de ses groupes et de sa presse.

Après lui, un camarade de l'Opposition unifiée d'Allemagne vint rendre compte du travail réalisé par nos camarades allemands. Un camarade du groupe indochinois donna des informations sur le travail révolutionnaire en Indochine où l'Opposition constitue la seule véritable force communiste. D'autres camarades intervinrent encore dans la discussion. Avant de terminer la réunion, nos camarades prirent un certain nombre de décisions concernant la participation de la Ligue à la manifestation du Mur.

La réunion avait pour objet de fortifier le contact entre les camarades des divers groupes de la région parisienne et de commencer l'examen collectif de toutes questions sur lesquelles l'Opposition doit se prononcer. Dans ce sens elle ne réalise encore qu'un premier pas dans une voie où l'Opposition éprouvera sa cohésion et sa fermeté et préparera utilement la Conférence d'unification de l'Opposition internationale.

### LA REUNION DU 20°

Environ soixante-quinze travailleurs étaient présents à la réunion du samedi 17 mai. Parmi eux surtout des jeunes — une trentaine de camarades des Jeunesses Communistes.

Un camarade de la Ligue fit un exposé sur les enseignements que les révolutionnaires doivent dégager de l'échec du Pre-

mier Mai. Il montra comment la direction du Parti porte la responsabilité de l'échec de la traditionnelle manifestation de classe. Il demanda aux camarades de ne pas laisser étouffer la critique des fautes commises, de l'élargir à la lutte contre toute une politique fautive nationale et internationale de l'I.C. qui place le communisme dans le plus grand péril, et d'en faire une étape décisive de l'action pour la renaissance du mouvement communiste. Après lui, un camarade indochinois appela l'assistance à s'élever contre les massacres d'Indochine. Il décrivit rapidement la situation révolutionnaire en Indochine où les fautes de l'Internationale ont entravé le développement d'un véritable parti communiste et où nos camarades de l'opposition constituent la véritable force révolutionnaire.

La discussion fut parfois vive mais demeura claire. Treint intervint pour dégager le véritable sens de la répression bourgeoise dans la période présente.

Au nom des Jeunesses : Taboul prononça quelques phrases piteuses qui furent vigoureusement relevées par le camarade Lebourg, emprisonné du premier complot qui expliqua ce que c'est que l'action révolutionnaire et un Premier Mai de lutte. Après lui, Duriau, des Jeunesses, fit une intervention quelquefois véhémement, souvent erronée mais qu'il s'efforça de rendre loyale. Dans sa réplique, notre camarade n'eut pas de mal à lui montrer les erreurs qu'il commettait sur notre position syndicale et sur notre exclusion du parti par les dirigeants d'hier, populistes d'aujourd'hui.

Il montra comment l'opposition lutte dans la voie révolutionnaire pour l'Internationale et le Parti que les staliniens mettent en péril. Rappelant à nos camarades des Jeunesses que nous avions porté côte à côte la contradiction à Zyromski dans la même salle quelques jours auparavant, il les appela à lutter aux côtés des camarades de l'opposition pour refaire du parti le guide du prolétariat.

### Camarades, il faut souscrire

Les oppositionnels, les lecteurs de la Vérité, n'ont pas encore répondu suffisamment à nos appels. Il faut qu'ils contribuent d'une façon sérieuse et persévérante à notre souscription.

Les tâches particulièrement lourdes de l'opposition nécessitent de chacun de ses militants un effort particulièrement suivi.

### IL FAUT SOUTENIR

#### VOTRE JOURNAL

L'exemple de vos camarades de Paris qui, chaque semaine, versent une cotisation régulière à la souscription de la Vérité, doit être repris par de nombreux camarades. Toute occasion de servir l'action de la Vérité, en lui donnant les ressources dont elle a besoin, doit être retenue.

Notre camarade Reyland, du Luxembourg, qui avait été basement diffamé par un journal bourgeois, a obtenu cinq cent cinquante francs de réparation du diffamateur poursuivi : il a aussitôt adressé cette somme à la Vérité.

### PAS DE REUNION

#### SANS COLLECTE

Nos camarades doivent multiplier les initiatives pour trouver le soutien nécessaire à notre journal. Pas de réunion, si modeste soit-elle, sans collecte. A nos dernières réunions de Paris, les collectes ont donné de premiers résultats. Et les camarades du Parti et des Jeunesses n'étaient pas les derniers à apporter leur contribution à la presse oppositionnelle.

### LA LISTE DE LA SEMAINE

Les camarades du groupe de Paris (versement hebdomadaire), 110 ; Réunion de dimanche, 26 ; Réunion de samedi, 45 ; Courdavauld, 50 ; Voisin, 5 ; L.G., 8 ; Reyland, 550 ; Naville, 50 ; Collinet, 5 ; Alégret, 30. Total : 879 francs.

## Un appel

### AUX METALLURGISTES !

Après un échange de vues entre des camarades appartenant à l'union syndicale de la métallurgie (région parisienne), il a été décidé de constituer sur la base de la plate-forme de l'opposition unitaire, un groupe d'opposition.

Le dernier congrès de notre syndicat a montré la crise que traverse notre organisation. On a pu voir par quels procédés bureaucratiques l'actuelle direction a pu se maintenir. La commission exécutive ne peut remplir les tâches importantes qui lui incombent. D'ailleurs qui dirige le syndicat ? La C.E. ou le comité central de lutte élu lui aussi peu sérieusement ? On ne sait. Et c'est dans ces conditions que l'on prétend appliquer les mots d'ordre issus du congrès des usines !

Il est temps de réagir. C'est sur la base de l'opposition unitaire que les camarades désireux de travailler au redressement de notre syndicat doivent s'unir. Qu'ils rejoignent sans tarder notre groupe.

L'opposition unitaire de l'union syndicale de la métallurgie.

La correspondance doit être envoyée au camarade G. Jacquelard, 3, rue de Belleville, Paris 19e.

### Livres reçus :

- N. KROUPSKAIA : Souvenirs sur Lénine (Bureau d'Éditions), 9 fr.  
F. ENGELS : Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique (Les Revues, éd.), 10 fr. 50.  
MAX BEER : Histoire générale du socialisme et des luttes sociales. I. L'Antiquité (Les Revues, éd.), 12 fr.  
FERNANDE FÉRON : Préface d'une vie (Flammarion, éd.), 12 fr.  
W. MAIAKOWSKI : Le nuage dans le pantalon (Les Revues, éd.), 9 fr.  
EUGENIO D'ORS : Jardin des Plantes, traduction de Jean Cassou, F. de Miomandre et Mercédès Legrand (J.O. Fourcade éd.).

Le n° 2 de la revue yiddische « Klorkejt » est paru.

En vente dans les kiosques :  
Place de la République ;  
Boulevard Saint-Michel ;  
Métro Saint-Paul ;  
5, rue de la Présentation ;  
A la Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse ;  
et à la « Vérité », 45, boulevard de la Villette, Paris (10°).  
Prix : UN franc.

## Derrière l'indépendance

Dans les « Nouvelles Internationales de l'Opposition Communiste », publiées par l'opposition de droite (Brandler, Thalheimer, Roy), et sous le titre : « Le Parti Ouvrier et Paysan cherche à se lier à l'Opposition internationale. Correspondance entre le P.O.P. et l'Opposition allemande », se trouve une correspondance de Paris, signée F. Chasseigne et Louis Sellier. Nous en extrayons ce passage :

La minorité syndicale n'est pas, comme vous semblez le croire, sous l'influence de Monatte et de Chambelland. Un grand nombre de camarades du « Comité pour l'Indépendance » sont membres de notre parti et y travaillent dans notre sens. Il faut vous représenter qu'il existe une grande différence entre les syndicalistes actuels, et ceux d'avant-guerre. Ceux d'avant-guerre étaient issus principalement de la réaction contre le réformisme du parti socialiste. Ceux d'aujourd'hui sont issus de la réaction contre les fautes ultra-gauchistes du Parti. C'est ce qui les mène, dans les questions politiques, à une plate-forme très proche de la nôtre, comme on peut le voir par l'article de Chambelland dans le Cri du Peuple, au sujet du ministère Chauvins. Il existe, par ailleurs, entre notre groupe et cette minorité syndicale des relations très amicales.

Ce qui confirme ce que nous avons toujours dit.

Nous avons reçu, trop tard pour la publier dans ce numéro, une lettre du camarade Blancaert, secrétaire du Syndicat des marins de Dunkerque, que le Parti communiste vient d'exclure. Dans cette lettre, Blancaert montre par quels moyens indignes et à la suite de quelles manœuvres son exclusion a été prononcée.

Nous donnerons sa communication la semaine prochaine.

### LA VERITE

45, Boulevard de la Villette, Paris

(entrée : 6, rue Henri-Feulard)

Permanence :

tous les jours de 14 h. à 19 h. 30

# La Vérité des Jeunes

## La leçon de la Commune

La complète solidarité qui unit la classe ouvrière au prolétariat parisien décimé par la répression de la Semaine sanglante de mai 1871 est indélébilement liée à la volonté tenace d'en tirer vengeance par l'instauration d'une Commune mondiale victorieuse.

Si courte qu'elle ait été, la Commune a ouvert une ère nouvelle, celle de la lutte directe du prolétariat pour le pouvoir. Aussi, les enseignements de la Commune sont-ils fermement attachés aux combats du prolétariat pour renverser la bourgeoisie. Cette liaison de la Commune aux luttes présentes de la classe ouvrière ne peut être ignorée au moment où en même temps que nous commémorons les martyrs de la Commune, nous devons de plus en plus serrer les rangs pour la défense de la Révolution russe qui, à l'exemple des combattants parisiens, brisa l'Etat bourgeois et instaura la dictature du prolétariat.

L'étude de la Commune et de ses leçons fait intimement partie de la lutte que mène Lénine contre l'opportunisme. Combattant les Martynov de toujours, Lénine résolvait les problèmes de la stratégie révolutionnaire théoriquement et pratiquement. La méthode de lutte faisait corps avec ce but. Dans sa lutte implacable, Lénine posait chaque fois la question de savoir si la révolution devait être du type de 1848 ou du type de 1871. C'est-à-dire si le prolétariat devait mener sa lutte pour, selon le mot de Marx « faire de son champ funéraire le berceau de la République bourgeoise » ou la mener à son profit, par l'instauration de la Dictature du prolétariat.

L'intransigeance du prolétariat dans ses buts et ses moyens trouve son expression dans l'Opposition, qui est l'aile marxiste du mouvement révolutionnaire et qui ne perd jamais de vue l'enseignement de la Commune dans les batailles quotidiennes. Les récentes défaites révolutionnaires dont la Révolution chinoise est la plus proche, démontrent une fois de plus de quelle classe viennent les Cavaignac et les Gallifet, ainsi que l'avaient enseigné la Révolution de 1848 et la Commune parisienne. Pour chaque communiste, c'est-à-dire marxiste, sachant s'orienter dans le processus dialectique de l'histoire et des mouvements de classes, le passé ne vaut que pour le présent et le présent pour l'avenir.

L'assimilation de l'expérience prolétarienne, la nécessité d'instruire la classe ouvrière et de faire profiter sa lutte des leçons du passé, ne peut se faire que par l'intermédiaire du parti. La Commune démontra la nécessité vitale d'un tel parti, coordonnant et dirigeant la lutte en liaison étroite avec la classe ouvrière. La transmission de l'héritage révolutionnaire du prolétariat, qui n'a, comme l'enseigna Lénine, qu'une seule culture, qu'une seule morale, celle de son action libératrice, ne peut se faire que grâce au parti qui est le gardien vigilant du patrimoine révolutionnaire.

Et c'est pourquoi l'éducation des jeunes est d'une importance vitale pour assurer la continuité révolutionnaire du prolétariat. Une telle éducation est intimement liée à l'action et ne peut être livresque. C'est une des raisons pour lesquelles le réalisme dont fait preuve la direction du parti dans l'élaboration de sa ligne politique, joue un rôle important dans l'éducation de la Jeunesse communiste. Dans la mesure où, comme c'est le cas actuellement, le parti est détaché des masses, il ne peut conquérir les jeunes générations et pour ces raisons il ne peut éduquer les membres des J.C.

Eduquer la J.C., la direction actuelle ne le veut pas. Car, sa politique est la négation de toute l'action passée et de l'expérience du prolétariat ; aussi, dans la mesure où elle tente de le faire, elle ne le peut qu'en falsifiant l'histoire, comme si cette dernière se faisait sur commande, à la mesure de son opportunisme. Aux légi-

times revendications de la J.C. réclamant une éducation marxiste dans les cadres de son organisation, c'est-à-dire une connaissance précise des luttes ouvrières, de l'histoire du prolétariat et de la stratégie qui en découle, la bureaucratie riposte par le mot d'ordre « travail pratique ». L'expérience et l'éducation ne s'acquiescent que dans la lutte ; cela est exact, mais l'action ne consiste nullement dans la simple application de circulaires bureaucratiques.

La base ouvrière de la Jeunesse Communiste se cabre devant l'absurdité de la politique du parti, et la direction ne peut riposter qu'en étouffant toute initiative, toute spontanéité, toute discussion, car l'approfondissement de la ligne politique du parti mettrait en cause tous les bureaucrates incapables. Ce que les J.C. exigent du parti, c'est d'être un guide sûr orientant notre propre expérience.

La crise qui va s'aggravant dans la J.C. est l'expression de l'impasse dans laquelle la bureaucratie a acculé la J.C., la révolte qui gronde, c'est l'exigence de la base de revenir à une saine réalité. Rien ne pourra l'étouffer, et les remaniements bureaucratiques ne reculeront pas l'échéance.

Un des mots d'ordre de cette lutte est celui de l'éducation, qui découle lui-même de la lutte contre la fausse politique. Par l'analyse de la politique actuelle, les Jeunes exigent qu'on aille au fond de chaque question politique, et qu'ainsi en éclairant les luttes présentes, l'élaboration d'une ligne politique, par l'expérience du passé, on acquiert une boussole capable de nous guider, en l'occurrence une éducation marxiste.

Ce mot d'ordre que l'opposition de gauche des jeunes a inscrit dans sa plateforme est celui de tous les jeunes communistes qui sentent la nécessité qu'il y a, pour que la lutte soit efficace, de la bien orienter.

La Commune montra, non seulement la voie dans laquelle devait s'engager le prolétariat, mais par ses faiblesses, la nécessité d'un organisme capable d'élaborer une ligne de conduite nette et de l'appliquer. Pour que le parti soit le guide de la classe ouvrière, il ne suffit pas de le proclamer ; il doit l'être réellement, en fait ; de là l'importance d'une étude approfondie de la stratégie révolutionnaire, qui est la seule arme permettant d'atteindre le but final du mouvement ouvrier. La J.C. lutte non seulement pour conquérir les jeunes ouvriers, mais aussi pour fortifier ses conquêtes, en créant les cadres de combattants prolétariens.

Gagner de larges couches de jeunes ouvriers, en faire des militants conscients de leur devoir de classe, cela ne peut être réalisé que par l'éducation des J.C. dans l'esprit de Marx et Lénine, par la pratique et l'étude du mouvement révolutionnaire.

Les bureaucrates tentent d'étouffer toute discussion, mettent à l'index toute éducation suivie, opiniâtre, permanente ; ils en seront pour leurs frais. La base des Jeunes, en mettant en accusation la ligne politique erronée de la direction, met à l'ordre du jour tous les grands problèmes de la lutte communiste. Pour les résoudre justement, les jeunes s'appuieront sur l'expérience, sur l'histoire de la Commune, sur la Révolution d'Octobre, sur la lutte que Lénine dut mener parfois dans son propre parti. Ils verront alors que l'opposition de gauche est la véritable continuation de cette tradition.

Pratiquement il faut que dans chaque rayon, on impose la discussion aux bureaucrates, et qu'on crée des groupes d'étude, approfondissant théoriquement les problèmes actuels. La volonté tenace de tous est nécessaire ; dans cette tâche les jeunes de la Ligue communiste ne ménageront pas leurs efforts, car il y va de l'avenir des J.C.

Apprendre et lutter !

J. JACQUES.

## La Commune, Pour l'éducation première dictature du prolétariat des jeunes

La Commune de Paris qui, pour la première fois, a donné un gouvernement ouvrier, a conduit au mot d'ordre de la dictature du prolétariat qui, lors de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, implique la destruction violente et totale de tout l'Etat bourgeois et l'établissement d'un gouvernement ouvrier autonome. En 1872, Marx et Engels écrivirent que « La Commune a notamment démontré qu'il ne suffit pas que la classe ouvrière s'empare de la machine de l'Etat pour la faire servir à ses propres fins ».

L'Etat est un organe de domination d'une classe sur d'autres. Dans les sociétés divisées en classes, il y a lutte continue entre les classes dont les intérêts économiques divergent. L'Etat, pouvoir distinct, placé apparemment au-dessus des classes, est devenu nécessaire pour étouffer les chocs violents entre les classes antagonistes pour maintenir leurs conflits dans les cadres de l'« ordre ». Or l'« ordre » est précisément l'expression du régime de classe, il ne fait que légaliser l'exploitation de la classe opprimée.

C'est ce que les ouvriers révolutionnaires de la Commune de Paris avaient senti et compris.

Leurs premières mesures après la proclamation de la Commune furent de supprimer l'appareil répressif et bureaucratique de l'Etat bourgeois. La police et l'armée permanente sont abolies, remplacées par le peuple armé (garde nationale) ; à la place du Parlement vient la Commune, dont les membres sont responsables devant leurs électeurs, révocables à de courts intervalles et rémunérés avec un salaire d'ouvrier ; les usines, abandonnées par leurs propriétaires, sont données à des associations ouvrières corporatives, formant une confédération.

Les leçons de la Commune de Paris ont conduit à la révolution d'Octobre. La dictature du prolétariat russe est menacée par l'infiltration d'éléments non ouvriers qui l'affaiblissent et l'exposent aux coups de la bourgeoisie. Que tous les jeunes communistes luttent avec l'opposition de gauche pour la régénération de la dictature du prolétariat dans l'Union Soviétique.

Un J.C. oppositionnel de la R.P.

### LIGUE COMMUNISTE (Opposition) COMITE DES JEUNES

Devant la crise grave que traverse la Jeunesse communiste, les jeunes oppositionnels de gauche conviennent tous les jeunes militants à venir discuter des méthodes qui assureront la régénérescence de l'organisation en la mettant à l'avant-garde des jeunes travailleurs. Assistez à la

REUNION qui aura lieu le SAMEDI 31 MAI, A 21 H. 30 Salle du Café, 142, rue des Pyrénées, Paris-20<sup>e</sup> (Métro : Bagnolet)

### UN LIVRE

que chaque militant doit lire

### Histoire de la Commune de 1871

par LISSAGARAY Nouvelle édition, revue et préfacée par Amédée DUNOIS. Un volume in-16 Jésus de 612 pages

Prix : 25 francs

Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, PARIS-10<sup>e</sup>

Nos jeunes camarades communistes bougent dans les rayons ; notre mot d'ordre de l'éducation fut très bien accueilli par l'ensemble de l'organisation. Contre la mécanisation absurde, les militants de la base se dressent et exigent l'éducation nécessaire à tous les jeunes communistes. La direction des J. C. devait, pendant la période de l'anniversaire de la commune poser clairement la question de l'éducation par l'explication de la première forme de la dictature du prolétariat, l'étude de la stratégie révolutionnaire. Mais le parti et les Jeunes laissent tomber l'éducation en donnant quelques feuilletons dans l'Humanité, qui ne peuvent en aucun cas servir de méthode critique des révolutions. La direction stalinienne a peur de donner l'arme essentielle de la compréhension de notre rôle politique en ce qui concerne les dernières années, en faisant l'éducation des membres par l'analyse marxiste. Il faut que tous nos camarades des Jeunes posent dans leur organisation la question de l'éducation pour un renforcement idéologique qui sera capable d'orienter vigoureusement la J. C. vers les masses ouvrières, en se libérant de la clique bureaucratique.

Daniel LEVINE.

**A TOUS LES JEUNES OUVRIERS**  
Le Comité des Jeunes de la Ligue communiste (Opposition) se solidarise pleinement avec les jeunes communistes qui ont chassé de l'organisation le mouchard Zimmernann, agent de Coty.

A tous nos camarades de recevoir comme il convient ce Zimmernann, traître à la classe ouvrière.

Le Comité des Jeunes de la Ligue communiste (Opposition).

### L'EDUCATION AU 8<sup>e</sup> RAYON

C'est un fait acquis que l'éducation est une question réglée pour la Fédération des Jeunes Communistes.

Le 8<sup>e</sup> Rayon, dans sa dernière conférence, a renvoyé cette question aux calendes ; cependant, quelques camarades désirent apprendre.

Aussi, à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai, de l'Anniversaire de la Commune, quelques cellules décidèrent de faire de l'éducation à travers ces mots d'ordre.

Cet effort ne fut ni guidé, ni soutenu par le rayon et la causerie sur le 1<sup>er</sup> mai fut un simple rapport des articles de l'Humanité ou des Cahiers, ce qui est certes tout à fait insuffisant.

Il est d'ailleurs certain que ces jeunes camarades sont incapables d'analyser une situation économique quelconque et d'en tirer une ligne politique correspondante.

C'est une des causes pour lesquelles les mots d'ordre de l'I.C.J. ne sont jamais discutés, mais appliqués mécaniquement, sans être compris.

Il ne suffit pas de bien coller une affiche ou de distribuer un tract ; il est absolument nécessaire que chaque jeune camarade puisse dégager le point de vue communiste d'une situation objective précise.

Cette qualité nous ne l'acquerrons qu'en appliquant la pensée de Lénine : « Apprendre, apprendre et apprendre ; »

S. Lenoir.

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC  
10, Cité Nys, PARIS-XI<sup>e</sup>  
Tél. : Ménilmontant 73-26